

L'ex-Président Pierre Buyoya sera enterré au Mali et non au Burundi

@rib News, 21/12/2020 – Source AFP L'ancien président du Burundi Pierre Buyoya, décédé dans la nuit de jeudi vendredi à Paris du Covid-19 à l'âge de 71 ans, sera enterré au Mali où il résidait, a annoncé sa famille dimanche dans un communiqué.

M. Buyoya était le Haut représentant de l'Union africaine (UA) pour le Mali et le Sahel depuis 2012, jusqu'à ce qu'il démissionne en novembre dernier, pour "laver son honneur" après sa condamnation à la perpétuité par contumace au Burundi pour l'assassinat en 1993 du président Melchior Ndadaye. "L'épouse, les enfants et petits-enfants du président Pierre Buyoya annoncent aux parents, amis et connaissances que les funérailles du défunt se dérouleront au Mali, où le président Buyoya et son épouse résidaient depuis quelques années. La date des funérailles sera communiquée ultérieurement", a indiqué la famille dans un communiqué. Selon un haut cadre du gouvernement burundais, la présidence du Burundi a informé la famille que "comme tout citoyen burundais", M. Buyoya avait "le droit d'être enterré chez lui", mais qu'il "ne bénéficierait pas des honneurs" dus à un ancien chef de l'Etat "à cause de sa condamnation". M. Buyoya a été condamné en octobre 2020 par contumace dans son pays - avec une vingtaine d'anciens hauts responsables civils et militaires qui lui étaient proches - pour l'assassinat en 1993 de M. Ndadaye, premier président démocratiquement élu - trois mois auparavant - du Burundi et premier Hutu à accéder au pouvoir. M. Buyoya avait dénoncé "un procès politique mené de manière scandaleuse" et orchestré selon lui par le pouvoir en place. Militaire de carrière, M. Buyoya, un Tutsi, a présidé deux fois le Burundi (1987-1993 et 1996-2003), accédant à chaque fois au pouvoir à la faveur d'un coup d'Etat militaire. Son premier mandat a été marqué par l'ouverture de l'espace démocratique au Burundi, qui a débouché sur l'élection de M. Ndadaye, dont l'assassinat allait plonger le pays dans une guerre civile qui fera 300.000 morts, opposant l'armée dominée par la minorité tutsi à des groupes rebelles hutu. Durant son second mandat, M. Buyoya a signé en 2000 les accords d'Arusha ouvrant la voie à la fin de la guerre civile en 2003, date à laquelle il quitte le pouvoir conformément à ces accords. Le Burundi est dirigé depuis 2005 par le CNDD-FDD, parti issu de l'ancienne principale rébellion hutu, accusé de réprimer toute voix dissidente depuis une nouvelle crise politique dans laquelle le pays a plongé en 2015.